



Mémo

L'auteur de ce mémoire, monsieur Marc Fraser a demandé à l'OCPM de le retirer du site internet parce qu'il estime qu'il aurait dû s'exprimer avec plus de respect et de modération.

Le 18 décembre 2009

OCPM.

Du Red-Light à l'éléphant blanc?

Réflexions en vrac adressées à l'Office de consultation publique de Montréal, 4 juin 2009.

Projet : édifice projeté appelé 2-22 Ste-Catherine.

Par : Marc Fraser, citoyen qui habite à moins de 125 mètres du site projeté.

Étant donné que ce document contient surtout des commentaires politiques, j'en envoie évidemment une copie aux élus municipaux.

L'économie sociale, un mot codé qui signifie économie subventionnée.

Le « promoteur » du projet (la Société de Sous-développement Angus) parle beaucoup, sinon exclusivement, d'« économie sociale ».

L'utilisation de ce concept laisse supposer qu'il existe une économie sociale, et, donc, qu'il existe une économie qui serait non sociale, ou a-sociale, ou anti-sociale.

Qu'est-ce qui serait donc une économie non sociale? Que ferait donc une entreprise oeuvrant dans le domaine de l'économie qui ne serait pas sociale?

Il existerait donc des entreprises, nobles, qui seraient sociales, et d'autres entreprises, moins nobles, qui ne seraient pas « sociales ».

Et comment une entreprise, qui disons ne serait pas « sociale », ferait-elle pour continuer à exister, vivre et se développer?

Que font donc les entreprises non « sociales » et que leur reproche-t-on, en fait?

Qu'est-ce qu'on leur reproche?

D'être non sociales? D'être asociales? D'être antisociales?

Est-ce qu'on leur reproche d'être rentables, et de ne pas être financées par des fonctionnaires?

Est-ce qu'on leur reproche de dégager un profit – mot honni –, et donc de créer de la richesse – autre mot honni?

Le concept d'économie sociale est un concept IDÉOLOGIQUE permettant aux apparatchiks socialistes de vivre aux crochets des autres, en faisant croire qu'ils sont utiles à la « société ».

Et la preuve, c'est bien que si leurs entreprises étaient véritablement « sociales », elles n'auraient évidemment aucun besoin de trouver – de tâter? – du capital auprès du secteur public ou parapublic.

En fait, l'économie « sociale » est NUISIBLE à l'économie.

Les entreprises dites sociales sont justement appelées sociales parce qu'elles n'ont aucune utilité sociale, puisqu'elles ne répondent à aucune demande sociale.

Voilà pourquoi, si on fait l'erreur de donner carte blanche au « promoteur » coopté, les responsables du projet EMPÊCHERONT les véritables entreprises de s'établir dans les DEUX édifices prévus.

Ce qui se passera sera exactement la même chose qu'il se passe présentement sur le site nationalisé Angus.

J'accuse par la présente l'organisme artificiel appelé pompeusement Développement Angus d'avoir fait ses preuves dans le quartier Rosemont :

- En nuisant gravement au développement du quartier,
- En empêchant des gens du quartier Rosemont de se trouver de véritables emplois utiles et productifs. Ce qui dans le contexte économique actuel est EXTRÊMEMENT GRAVE ET TRISTE,
- En sous-utilisant dramatiquement l'espace nationalisé des ex-usines Angus,
- En empêchant, pour des motifs idéologiques socialo-communistes d'extrême gauche totalement dépassés, de véritables entreprises de s'installer librement sur le site. Je répète que ceci est une accusation extrêmement grave et sérieuse,
- En bloquant de façon TOTALITAIRE tout projet susceptible de répondre À UNE VÉRITABLE DEMANDE DU PUBLIC, et donc de créer une véritable richesse,
- En favorisant l'appauvrissement du quartier Nouveau-Rosemont.

Et nous nous apprêtons à donner aux mêmes apparatchiks le pouvoir de décréter eux-mêmes ce qui relève de l'économie sociale et ce qui ne relève pas de l'économie sociale? Et ce, pour des décennies, sur des sites importants du centre-ville?

Les grands spécialistes de l'économie sociale vont donc définir ce qui est social et ce qui ne l'est pas?

(C'est vrai qu'ils en savent tellement plus sur le social que la population. D'ailleurs, ils sont payés pour le savoir).

Eh bien, ce serait une grave erreur économique.

Au moment où nous vivons une grave crise économique, nous ne pouvons pas nous permettre de faire cette erreur.

Je dénonce en passant la complicité des fonctionnaires du Monopole d'État de l'Électricité dans ce projet. (Je parle de l'énorme édifice Monopole d'État d'Électricité sur le côté ouest de St-Laurent, et du projet Maisonneuve-St-Laurent, où le Monopole d'État veut aussi caser (encore) d'autres employés. Dans ces deux projets aussi, on va donner le pouvoir aux bolchéviks de l'organisme artificiel paraétatique Angus de décréter, par ukaze probablement, QUI aura l'auguste permission s'y établir. Et non selon des critères économiques, mais bien au nom de valeurs qui ne sont que des préjugés idéologiques tordus.)

Conclusion :

Voilà le paradoxe : on confie le développement de sites stratégiques à des gens qui sont idéologiquement contre la véritable prospérité.

St-Laurent / Ste-Catherine : La Maison des tapins étatiques

À l'extérieur : les tapineuses privées; à l'intérieur : les tapineuses étatiques.

Tous les étages de la maison des tapins seront utilisés par des organismes tous les plus subventionnés les uns que les autres.

Ce qui voudra dire que, installés à demeure, ces organismes recevront donc des subventions pendant les 25 prochaines années?

Ce qui s'avèrera finalement peut-être une bonne tactique pour imposer la pérennité du parasitisme. (Fausses entreprises, mais vrais parasites).

(La difficulté constante des organismes «sociaux» est bien sûr de «trouver» des fonds.)

Mais c'est prendre pour acquis que la situation financière du gouvernement permettra la reconduction des subventions d'année en année. Une étude récente des services économiques du Mouvement Desjardins (mai 2009, je n'ai pas la référence sous la main) indiquait, qu'à cause des prochaines retraites massives des baby-boomers et de ce qu'on appelle la gestion de la dette, eh bien, le gouvernement du Québec allait devoir faire des choix budgétaires difficiles à moyen terme.

Voilà pourquoi la tour d'ivoire du 2-22 Ste-Catherine, risque de devenir, à long terme, à cause d'un manque de justification économique réelle, un autre de nos éléphants blancs.

Au-delà des mensonges et des demi-vérités, il faudrait peut-être dire que quand on parle d'emplois «durables», on veut dire tout simplement «durablement» subventionnés.

Il y a deux mots pour décrire le projet 2-22 : gaspillage socialiste.

« Locataire » : La vitrine culturelle.

La vitrine culturelle, guichet unique de la Kulture d'État, pourra donc « donner », ou vendre à rabais, tous les billets non-vendus des spectacles produits par des artistes qui n'ont jamais à se soucier de répondre à une véritable demande du public. C'est d'ailleurs son mandat. Voir plus loin mes commentaires sur le quartier des spectacles.

«Locataire» : CIBL, la radio citoyenne(?)

Après avoir reçu une «subvention» de la Société de sous-développement du quartier Rosemont dite Angus, la radio qui était auparavant située dans Hochelaga-Maisonneuve pourra déménager ses studios au centre-ville.

Pour résumer la situation : un organisme chargé du développement du quartier Rosemont «donne» de l'argent à un organisme d'Hochelaga-Maisonneuve, pour l'aider à se délocaliser au centre-ville!

Je parie évidemment que les bonnes intentions de «garder» des locaux de CIBL dans Hochelaga-Maisonneuve ne vont s'avérer, justement, que de bonnes intentions.

On parle de radio «citoyenne», et donc qui donne la parole aux citoyens, en parlant de CIBL.

CIBL : REFUS du droit de parole

Permettez-moi d'ouvrir ici une parenthèse personnelle et douloureuse. (Elle est pertinente, je crois).

Malheureusement, je suis un père séparé de son fils depuis 6 ans.

Je n'ai ni sa photo, ni ses bulletins scolaires, ni sa taille, ni son poids. Je n'ai aucune nouvelle de lui. Je ne sais pas si le courrier que je lui envoie se rend à destination. C'est une situation triste, anormale, angoissante, et difficile à accepter.

J'ai mené une bataille judiciaire en multipliant les requêtes devant les tribunaux (Exemple : requête pour savoir si mon fils va bien, requête pour savoir si les lettres que j'écris à mon fils se rendent bien à destination, requête pour voir mon fils une heure, quinze minutes, une minute, quinze secondes, une seconde.) J'ai été condamné à UN AN de prison pour harcèlement du système judiciaire. J'ai perdu mon emploi et mon logement. J'ai passé huit mois à la prison de Bordeaux.

J'AI DEMANDÉ À POUVOIR RACONTER MON HISTOIRE ET DÉCRIRE MA SITUATION À LA STATION DE RADIO «CITOYENNE» CIBL

En passant, je suis MEMBRE de cette station. C'est-à-dire que j'ai payé ma cotisation de membre.

Quelle a été la réponse de CIBL ?

Eh bien, on n'a même pas répondu à mes lettres. (J'ai des documents qui prouvent mes dires).

Alors, quand j'entends dire que CIBL est une «radio citoyenne», je ris doucement, tout doucement.

On m'empêche de parler POUR DES RAISONS IDÉOLOGIQUES.

Pourtant, les pères (du moins certains d'entre eux) auraient beaucoup de choses à dire.

Dire le mot organisme communautaire n'est pas tout. Il faut aussi préciser qui est autorisé à faire partie de la communauté.

La radio «citoyenne» m'empêche de parler, comme l'organisme «citoyen» Angus empêche les entreprises qui ne lui plaisent pas de «prendre la parole» et de s'exprimer librement en s'installant dans la «communauté».

Les totalitaires sont parmi nous.

Voilà ce que j'avais à dire. **Les totalitaires sont parmi nous.**

La république des copains.

À mon vraiment très humble avis, il est étrange et surprenant que le développement d'un site aussi important que St-Laurent /Ste-Catherine n'ait pas fait l'objet d'un appel d'offres ou d'un concours d'architecture.

À partir du moment où on dépense de l'argent public, la plus grande transparence s'impose.

En passant, qui a payé les honoraires du travail qui a été fait jusqu'à maintenant? Et quels ont été ces honoraires?

Combien de temps ont passé les technocrates de la Ville, et du Monopole d'État de l'Électricité, sur ce projet?

Le résultat sera-t-il heureux? Le professeur réputé M. Jean-Claude Marsan, a parlé de boîte à chaussures dans le cas du projet du Monopole d'État de l'Électricité. Je parlerais quant à moi d'architecture stalinienne.

Résultat : ce sont des copains qui font travailler des copains, qui connaissent des copains, qui ont d'ailleurs eux-mêmes choisi des amis, qui ont d'ailleurs les mêmes affinités politiques, puisque que «nous sommes entre nous», et que «nous avons la même vision».

Où sont les experts indépendants? Où est le jury? Où sont les architectes québécois? En fait, ils ne sont nulle part, parce que ce projet est avant tout un projet politique.

Je dirais même qu'il faut avoir les mêmes idées politiques ou «sociales» que la Société de Sous-Développement Angus, en fait Société de Développement de la Gauche-Caviar, pour travailler sur le projet.

Le 2-22 : Un réseau de copinage, un projet « fermé », concocté en vase clos par une coterie, et dont les consultations ne sont qu'une façon de publiciser des choix déjà arrêtés.

L'expropriation, c'est du vol.

(Début de l'histoire :)

Il était une fois un groupe d'amis travaillant dans des organismes communautaires, qui se connaissaient bien, qui se côtoyaient, qui partageaient les mêmes idées, qui avaient les mêmes valeurs, qui faisaient partie de la même chapelle.

Ils avaient aussi des amis politiciens et bureaucrates.

Ils décidèrent de construire un gratte-ciel avec plein d'amis dedans.

Voici ce qu'ils disaient :

« Les subventions suivront, nous allons, nous, faire du sôcial. »

« Les clochards, même saouls, pourront venir se réchauffer, ce qui constitue, pour nous, une plus-value, car nous, nous avons des valeurs. »

« Les tapineuses, par affinité, nous les comprenons. »

« Les mendiants, c'est à cause de la société, et surtout à cause de l'économie non-sociale. Il faut augmenter le salaire minimum au maximum. »

Il faut dire qu'ils faisaient partie de la Nomenclatura Culturelle et Sôciale Quasi-Étatique.

Ils avaient aussi des amis syndiqués avec fonds de pension indexé dans le Monopole d'État de l'Électricité, qui voulaient, eux-aussi, faire du social avec les plus démunis et les plus pas-à-courants de notre société.

Ils décidèrent : nous allons construire une Grande Tour au coin de la rue là-bas. D'ailleurs, il n'y avait là que des maudits commerces de bas étage.

Nous, nous ne faisons pas de commerce (non!), nous, nous faisons du social de haut niveau.

S'il y a des gens qui s'opposent, ou qui ne veulent pas nous vendre ce qui leur appartient, eh bien nous allons les écraser avec nos amis technocrates. Nous allons leur enlever leur propriété. Nous allons les exproprier.

(Fin de l'histoire)

Mes commentaires:

Le droit de propriété a été inscrit dans la Déclaration universelle des Droits, proclamée lors de la Révolution française.

On peut se demander pourquoi les révolutionnaires de 1789 ont INSCRIT le droit de propriété dans la Déclaration des Droits.

Parce qu'ils savaient exactement ce qu'ils faisaient.

Parce qu'ils avaient fait l'expérience d'un pouvoir absolu qui pouvait leur confisquer ce qui leur appartenait (entre autres, leur travail, en passant).

Pour la raison suivante : ne pas respecter le droit de propriété de quelqu'un, c'est le réduire en esclavage.

Remarquons que le droit de propriété est inscrit dans la Charte canadienne des Droits et probablement aussi dans la Charte québécoise.

Note : on s'apprête à écraser un propriétaire qui ne veut pas vendre.

C'est grave.

J'invite tous les humanistes et les défenseurs des droits individuels à s'opposer à cette indignité.

Et c'est encore envoyer un mauvais signal économique, qui nuira à la prospérité à long terme.

« Nous vivons dans un pays où la propriété se meurt. » Henri Lepage, *Pourquoi la propriété?*, 1985, éditions Hachette. La citation s'applique à nous aussi, en 2009.

Le Quartier dit des spectacles.

Voici en terminant, jetés pêle-mêle, quelques petits commentaires personnels, qui n'engagent que moi, sur le Quartier dit des Spectacles.

Le quartier des spectacles est un euphémisme pour désigner un trottoir de 30 millions de dollars entouré d'édifices et d'entreprises kulturelles, tous et toutes les plus subventionnés les uns que les autres.

Par exemple le TNM : le théâtre d'État du Québec, dirigée par une fonctionnaire de la kulture d'État.

Je propose d'ailleurs qu'on rebaptise le Quartier des Spectacles le Grand Trottoir.

C'est sur ce Trottoir qu'on compte attirer des touristes étrangers au moins de février par des froids de moins 30 degrés sous zéro. J'espère au moins que ce Trottoir sera mieux déneigé pour les touristes par la Ville de Montréal, que les trottoirs ordinaires utilisés par les simples citoyens. Mais il faut dire que les trottoirs mal déneigés pour les citoyens, ça commence à faire partie de notre culture.

Vouloir développer le tourisme, c'est vouloir développer une industrie caractéristique des pays en développement.

Et que va-t-on tant y présenter?

Le Festival de Jazz, fête de la musique américano-débile, qui n'a absolument rien à voir avec ce que nous sommes, symbole de notre anglicisation et de notre américanisation.

Le Festival Juste pour Joual, symbole de l'abâtardissement de notre langue et de notre culture.

L'institutionnalisation de la clochardisation.

Je regrette déjà que cette grand- place sera vampirisée, vandalisée, salie par cette nouvelle classe sociale qui fait déjà tant de ravages au centre-ville : les clochards institutionnalisés, ce que d'autres appellent les rois-mendiants.

Je parle bien sûr pour ceux QUI ONT DES YEUX POUR VOIR.

Je prédis pour les prochaines années une hausse du vandalisme, de la petite criminalité, des incivilités, de la destruction du mobilier urbain, des grivèleries, des vols, des attaques, des agressions à l'égard des citoyens.

Il est facile de prévoir la réticence de plus en plus grande des familles de classe moyenne des banlieues de fréquenter le centre-ville et le quartier des spectacles.

La présence des rois-mendiants est d'ailleurs une des causes non dites du déménagement des employés du Monopole d'État de l'Électricité de la Place Dupuis, à l'emplacement de l'édicule du métro St-Laurent au coin Maisonneuve/St-Laurent.

La rue Ste-Catherine est en train de devenir une véritable Cour des Miracles. Cour des Miracles qui deviendra d'ailleurs en elle-même, dans quelques années, une attraction touristique qui supplantera le Quartier des spectacles.

Je me rappelle de la mine ahurie de touristes allemands, l'année dernière, durant la semaine du Grand Prix de Formule Un. Ils regardaient, étonnés, la «pièce de boulevard» de la rue piétonne Ste-Catherine, avec ses vagabonds, et des policiers habillés en jeans.

Je suis resté avec l'impression que si Montréal a perdu le Grand Prix de Formule Un, c'est un peu à cause du spectacle affligeant de pauvreté et de déchéance donné tous les jours de l'été sur la rue Ste-Catherine est.

De la même façon que les clodos squattent le Parc Émilie-Gamelin, ils vont bientôt squatter et dégrader le site du Grand Trottoir Touristique. Pour le dire de façon crue et sans langue de bois, la place des Festivals va devenir la place des Festi-veaux.

Et tout cela est la conséquence de ce que j'appelle l'institutionnalisation de la clochardisation.

Conclusion générale :

Nous nous soviétisons à vitesse grand V.

Nous nous appauvrissons à vitesse grand V.

Je crois que les deux phénomènes sont reliés.